



Les banques françaises pourraient réaliser cinq milliards d'euros d'économies sur trois ans

Annelot Huijgen - 10/04/2008

Selon une étude de Sia Conseil sur les douze plus grands établissements, les gains seraient beaucoup moins importants dans les réseaux mutualistes

« La crise financière offre une opportunité unique aux directions des banques d'accélérer la mise en œuvre de leurs plans de réduction de coûts », juge Sia Conseil. « En effet, la pression qui s'exerce sur le secteur permet de dépasser les traditionnels freins à la recherche d'économie dans ces établissements », ajoute le cabinet de conseil en stratégie et en management. Dans une étude, il estime le potentiel de gains à près de 5 milliards d'euros sur trois ans pour les douze plus grandes banques françaises, ce qui permettrait « donc d'absorber le choc de la crise financière ».

Des économies qui devraient être réalisées par le développement de « pôles d'efficacité opérationnelle et sans perte d'emplois », rassure Sia Conseil. Pour chacune des plus grandes banques universelles, qui ont déjà lancé des plans de productivité, le gain sur le résultat brut d'exploitation (RBE) devrait être d'au moins 1 milliard d'euros d'ici à 2010. « La décentralisation de leurs organisations n'avantagera pas les banques mutualistes », remarque le cabinet. Cependant, leur contribution aux gains est « surtout limitée à cause d'un lancement plus tardif de ces actions », ajoute-t-il. Malgré ce décalage, l'ensemble des groupes mutualistes pourraient avoir amélioré leur RBE de plus de 1,5 milliard d'euros à l'horizon 2010.

Le montant des gains dépendra aussi des structures et des tailles des banques. Dans certaines activités le potentiel d'amélioration semble par ailleurs plus important que dans d'autres, estime Sia Conseil. « C'est sur les activités de banque de détail métropolitaines que près de la moitié (46 %) des gains seront constitués », indique le cabinet, soit 2,2 milliards d'euros. La banque de détail à l'international a également un beau potentiel, avec 16 % des gains escomptés (800 millions d'euros) alors qu'elle ne pèsent que 9 % des revenus de l'échantillon considéré. La difficulté réside néanmoins dans l'exécution, craint le cabinet, « et notamment dans la capacité à dépasser les clivages traditionnels entre les lignes métiers ».

Les gains ne doivent cependant pas seulement être appréhendés par établissement, mais également sous l'angle de la coopération, car la mise en place d'« usines communes va être une source de gain très importante ».

Cet article a été imprimé depuis le site www.agefi.fr

La reproduction de cet article n'est autorisée que dans la limite d'une copie et pour un usage strictement personnel.

Toute autre utilisation nécessite une autorisation préalable de L'Agefi.

© L'Agefi - 2008

